

LA COHESION EUROPEENNE EN QUESTION

CLAUDE MARTIN¹

En 2014, pour le 20^{ième} anniversaire de sa création, le Réseau des Pays du groupe de Vysegrad et l'Université de l'Ouest de Timisoara ont choisi de consacrer une conférence internationale à une question récurrente, qui ne cesse de s'imposer dans toute l'Europe et au delà : celle de *la cohésion européenne*.

Les pères fondateurs de la Communauté européenne s'étaient préoccupés, dès l'origine, de la cohésion de la nouvelle entité supranationale. A ses débuts, la construction européenne bénéficiait d'un fort soutien populaire car elle s'inscrivait dans une perspective de paix entre États et reposait sur l'idée de coopération et de solidarité. Les élargissements successifs de l'Union européenne ont créé une situation nouvelle dont la portée ne se limite pas à l'ouverture des frontières ou à l'investissement direct étranger mais se traduit par un rapprochement économique, éthique et écologique des sociétés.

Au fur et à mesure de son développement, l'UE a pris conscience du fait que l'adhésion au projet européen était remise en cause pour différentes raisons : libre concurrence qui accentue les différences régionales, mondialisation qui transforme les règles de l'échange, différences culturelles qui s'opposent, parfois, à la cohésion sociale. Aujourd'hui plus qu'hier, la cohésion conditionne la survie de l'Europe. Elle nécessite que les territoires, les sociétés et les entreprises, prennent la mesure de leurs responsabilités, repensent leur mode de gouvernance et de dialogue social et politique. Les effets de la crise et les défis toujours plus nombreux à l'échelle du monde exigent de rendre la politique de cohésion plus lisible et de mieux prendre en compte quelques grands objectifs. Toute action visant à renforcer la politique de cohésion européenne, doit reposer sur des valeurs de justice et de respect des droits humains et sur des principes de complémentarité, cohérence, conformité, coordination, encadrement, partenariat, respect des priorités, mais aussi et surtout, lever les obstacles dans leur mise en œuvre. Cet ouvrage aborde trois problématiques majeures de la cohésion européenne.

La première problématique oppose cohésion territoriale et concurrence territoriale

La *cohésion territoriale* figure comme objectif dans le traité de Lisbonne, à côté des objectifs économiques et sociaux. La politique régionale européenne a pour objectif de concrétiser la solidarité de l'Union en réduisant l'écart entre les niveaux de développement des diverses régions. Or, les régions européennes en situation d'interdépendance, connaissent toujours de fortes disparités.

La politique de cohésion vise les États et les régions les plus pauvres, dans une logique financière, de *fonds de cohésion*. Mais l'intérêt des soutiens européens ne réside pas seulement dans un apport financier. L'Europe, souvent accusée d'être lointaine et difficilement compréhensible, est l'affaire de tous ses citoyens, c'est une construction concrète, qui commence dès le niveau local.

¹ Président du Réseau PGV. E-mail : Claude.Martin@iut2.upmf-grenoble.fr

La mise en œuvre d'une politique de cohésion territoriale peut générer des effets de concurrence interrégionale. Comment résoudre la contradiction entre l'équilibre recherché par les politiques territoriales et les effets déstabilisants de la concurrence ?

Une première chose est de savoir si les *disparités régionales vont s'atténuer* avec les fonds prévus dans la stratégie Europe 2020. Cette question est liée à la compétitivité des territoires qui doivent *harmoniser leur gestion* au niveau national et européen. Elle se pose, entre autres, en Bulgarie, en Grèce et en Roumanie.

Les collectivités régionales prévoient des structures d'accompagnement. La France, témoigne d'une bonne expérience dans ce domaine, tandis que la Pologne rencontre des difficultés à coordonner les différents acteurs et découvre que l'utilisation des fonds structurels peut entraîner des *effets pervers* de nature à décourager l'innovation non soutenue par l'UE.

Un développement urbain équilibré est un moyen d'atteindre une cohérence territoriale car les villes modernes sont devenues les principaux centres de croissance économique et d'innovation. C'est dans cette perspective que la Pologne et la Slovaquie s'intéressent aux effets de la planification urbaine sur la cohésion territoriale. La question est de savoir quel est le système le plus approprié.

Si la cohésion territoriale est faible, il est logique de se demander quels sont les moteurs de la cohésion.

Les *réseaux* jouent un rôle de fusion naturelle et de liaison physique des intérêts communs entre territoires. Cela vaut pour l'industrie, le commerce, les services, la recherche. Une seule gestion européenne des réseaux d'électricité et de gaz serait nécessaire pour assurer la sécurité des États dans la fourniture de services essentiels.

Les questions liées à *l'éducation* sont au premier plan des politiques européennes et nationales. L'amélioration de la qualité des systèmes d'éducation est l'un des objectifs prioritaires de la Commission Européenne pour qui l'éducation est le moyen d'assurer la cohésion économique des différents pays. Avec *Erasmus+*, nouveau programme d'éducation et de formation, l'Union européenne veut impliquer davantage les jeunes issus de formation professionnelle. L'objectif est de construire une identité européenne et, peut-être, de sauver la crédibilité du projet européen en période de crise. Le taux élevé de participation aux expériences linguistiques conduites en Europe témoigne d'un renforcement de la cohésion.

La seconde problématique oppose l'idée de cohésion économique à celle de stratégie

La question de la cohésion économique européenne peut paraître surprenante dans un milieu d'affaires dominé par les impératifs de financement, d'avantages compétitifs, de concurrence et de différence culturelle. En fait, c'est *l'acte unique européen* qui a fondé la politique de cohésion économique, en même temps que les politiques de cohésion sociale et territoriale.

Selon les témoignages, deux types de facteurs sont à distinguer, selon qu'ils freinent ou qu'ils favorisent la cohésion économique.

Parmi les phénomènes potentiellement réducteurs de cohésion, on souligne *l'hétérogénéité des structures financières*, de même que *l'aggravation des déficits monétaires* accrus dans tous les pays de la zone euro depuis la création de l'union monétaire.

Certains pays de la zone euro ont souffert d'un taux de change surévalué qui ne s'explique pas par l'amélioration des fondamentaux de leur économie. De ce point de vue, l'explication doit être recherchée au niveau *du projet de la monnaie unique* et de son élargissement progressif. Il faut se demander si la crise de l'euro en est la cause, ou s'il s'agit d'un corollaire de la situation

critique de l'Union Européenne. Y- a-t-il eu convergence des comportements des agents économiques au sein de la zone euro ? Les particularités nationales dans les décisions financières des agents économiques, ont-elles été pertinentes ? La crise économique en Europe a-t-elle eu des conséquences sur le comportement financier des entreprises ?

D'autres processus sont mis en cause : délocalisations, concurrence des pays émergents, différences culturelles, problèmes d'organisation interne aux entreprises, difficultés à adopter des positions éthiques

Les effets de la *délocalisation* d'entreprises commencent à être bien connus. Il s'agit d'un processus qui n'est pas à sens unique, mais qui peut influencer le niveau de cohésion des pays aussi bien d'origine que d'accueil.

L'entrée de la Chine sur le marché européen suscite des peurs tant elle est devenue un acteur important sur la scène mondiale. Il est vrai que l'arrivée et la croissance rapide des entreprises chinoises soumettent les entreprises européennes à des pressions concurrentielles fortes, mais on n'oublie parfois de dire qu'elles apportent des opportunités. Le statut des entreprises chinoises à l'international manifeste une cohésion et un positionnement stratégique qui mériterait d'être mieux connu en Europe.

Les *différences culturelles* posent des questions liées aux stratégies de communication. Il est toujours intéressant de voir comment les entreprises internationales européennes adaptent leur communication aux différences locales.

Les difficultés inhérentes à *l'organisation interne* des entreprises peuvent expliquer, dans une certaine mesure, un manque de cohésion, en raison de structures trop intégrées verticalement et qui ne font pas place à l'esprit d'intégration et de solidarité.

Il arrive que l'avantage économique s'oppose à la *responsabilité sociale* de l'entreprise comme en témoignent certains échecs dans le domaine du développement durable. C'est le cas de la Slovaquie où le prix d'achat insuffisant des matières recyclées, conduit les entreprises de collecte et de tri sélectif à abandonner les matières recyclables dans les décharges.

D'autres tendances semblent agir dans le sens d'un regain de cohésion sociale.

A une époque où la récession mondiale a fermé l'accès au crédit pour de nombreux entrepreneurs, de nouveaux instruments de financement sont apparus :

- Le *crowdfunding* qui accorde aux réseaux communautaires, une position stratégique dans laquelle le client devient partenaire, créateur, investisseur...

- L'*Investissement Socialement Responsable (ISR)* encouragé par les professionnels et les législateurs européens mais dont la diversité des pratiques et l'absence de définition empêche de voir clairement ses finalités, ses performances et ses risques.

Parmi les conditions requises pour une cohésion économique, on souligne des orientations qui, sans être véritablement nouvelles, pourraient accroître l'attractivité d'un territoire, redonner aux utilisateurs une confiance, une sensibilité oubliée.

- *L'artisanat et le retour à la tradition* font partie de ces moyens pour autant que l'aspect touristique ne nuise pas au potentiel de commercialisation locale, de même que l'innovation dans le domaine des services à travers les nouvelles formes de distribution sur Internet.

- La confiance doit être mieux comprise dans les négociations commerciales. Des chercheurs disposent de résultats empiriques obtenus à partir de simulations.

- *L'apprentissage de l'intégration* est un vecteur important. Des exemples montrent qu'après une longue période d'adhésion à l'UE, des pays peuvent changer leurs attitudes culturelles. En Pologne où ce changement est visible, il se manifesterait à travers des attitudes positives envers le marché, le travail, la responsabilité sociale, l'environnement naturel. En Italie, on prône une nouvelle approche des affaires, fondée sur une pratique permanente des relations sociales à la base de l'organisation.

La troisième problématique oppose cohésion sociale et différences culturelles nationales

La cohésion sociale suppose que les écarts entre individus et groupes sociaux soient réduits et que des liens d'appartenance leur donnent le sentiment d'être membres à part entière d'une même communauté.

On observe que le rôle des cultures locales, de la communication interculturelle, des identités, symboles et valeurs, est fondamental pour la production de différences. En pratique, les mouvements de population connaissent une recrudescence liée aux inégalités entre pays pauvres et pays riches et aux différences de conditions de vie. C'est pourquoi les dysfonctionnements bien connus (doute identitaire, retour des nationalismes, xénophobie, corruption) compromettent les efforts pour un développement équilibré et nuisent gravement aux efforts d'amélioration des conditions de sécurité, santé, éducation et place des minorités.

Une nouvelle perception de l'Union européenne

La cohésion sociale n'est pas seulement menacée par un renforcement des inégalités mais aussi par une conjonction de crises affectant plusieurs domaines : affaiblissement de l'État nation, croissance économique, pouvoir d'achat, représentation politique, croyance dans le progrès etc. La crise de certaines institutions de référence comme la famille ou les organisations syndicales et un certain désenchantement envers le collectif accompagnent un repli individualiste. Les populations rejettent de plus en plus l'image d'une société européenne homogène, enfermant les différences économiques, culturelles et linguistiques dans une entité homogène.

Une partie de l'opinion dans les différents États perçoit désormais l'Union européenne plus comme une menace que comme une protection. A cela s'ajoute la désaffection à l'égard du politique laissant les individus désarmés face aux transformations actuelles et en particulier face à la mondialisation. Un déficit démocratique a progressivement éloigné les citoyens européens du débat politique sur l'avenir de l'Union et sur le contenu de son projet. La Commission européenne, ses réglementations, sa gouvernance à tous niveaux sont régulièrement critiquées. Il y a bien une perte de cohésion sociale au niveau européen.

La situation des états-membres

L'immigration, le nationalisme, l'accès aux droits, la corruption, sont des phénomènes vécus de manière inégale dans les états-membres.

L'arrivée d'immigrés dans les pays riches est vécue davantage comme une difficulté que comme une ressource. Les populations discriminées chez elles viennent dans des pays plus riches imaginés comme plus accueillants, offrant davantage d'opportunités et de protection. Ces populations constituent, avec d'autres, la figure de l'étranger, du délinquant à refouler hors des frontières. Une participation active au marché du travail est cependant indispensable, ce qui pose la question de la place de l'UE sur le champ de l'immigration, des modes d'accompagnement et des interventions.

La résurgence des nationalismes telle qu'elle apparaît dans les actualités politico-médiatiques se traduit par le rejet de certaines populations minoritaires ainsi que les velléités de séparation au sein même des États membres au nom d'un passé européen idéalisé.

L'égalité entre les femmes et les hommes rassemble les pays les plus avancés de l'UE comme ceux dont les formations sociales résistent. Le statut de la prostitution commence à émerger comme atteinte aux droits humains.

Enfin, des états membres de l'UE, ne sont pas encore parvenus à assurer l'indépendance de leur système judiciaire et *la maîtrise de la corruption*. C'est le cas en Roumanie et dans d'autres pays. La corruption est-elle une question de profil culturel ?

Réduire l'écart entre l'Europe et ses citoyens suppose des efforts dans plusieurs directions

La cohésion européenne dépend de liens tout à la fois marchands, politiques et communautaires. Comment éviter le risque d'agrandir le hiatus entre l'Europe et ses citoyens, quel est le rapport entre la coordination horizontale à l'échelle de chaque niveau du territoire et la coordination verticale entre différents niveaux, y compris européen ? Pour cela, il faut expliquer le *fonctionnement européen* en tant qu'organisation supranationale ainsi que les *politiques communautaires* et leur application. Les politiques (environnement, transport, recherche, éducation, immigration, égalité hommes-femmes), doivent concerner non seulement les élites, mais l'ensemble de la population, à travers des programmes de coopération. Les politiques de lutte contre les discriminations contribuent, au renforcement de la cohésion sociale. Sont-elles acceptées et mise en œuvre par tous les états ?

La question de la cohésion sociale fait resurgir la problématique de *l'identité européenne* et celle des identités nationales

Peut-on parler d'une identité européenne distincte des identités nationales ? La question n'est toujours pas tranchée. Pour certains, l'identité européenne serait une *catégorie politique* car elle ne se produit pas par des processus transnationaux ni par l'exposition aux institutions européennes, mais aux niveaux nationaux, à travers lesquels l'eupéanisation est progressivement intégrée dans les identités nationales. Selon une autre hypothèse, un retour aux sources de l'histoire permettrait d'accéder *aux racines de la culture européenne*. Ainsi notre civilisation reposerait sur l'humanisme grec, l'ordre juridique romain et la tradition chrétienne médiévale. Pour d'autres, la cohésion sociale est l'affaire de la politique économique des états et surtout *de leurs performances économiques*, voire de *motifs* religieux. Le sentiment d'avoir partagé *une histoire commune* est un élément fondamental de cohésion. Les deux conflits mondiaux qui ont fait l'objet de nombreuses commémorations cette année, devraient permettre à l'Europe de retrouver une cohésion durable et d'éviter la répétition tragique des erreurs du passé. Mais aujourd'hui, des mouvements ouvertement fascistes relèvent la tête, obtiennent une nouvelle légitimité fondée sur la puissance de l'oubli. Enfin, le *patrimoine culturel* reste au cœur du développement sociétal. En tant que facteur de durabilité et de cohésion territoriale, il est devenu un enjeu de l'identité européenne. De ce point de vue, la ville de *Timisoara*, avec sa structure sociale, ses dimensions linguistiques, identitaires et culturelles est un exemple de cohésion durable.